

CABINET DERCOURT

*Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Des Commissaires aux Comptes de Paris*

*32 Avenue Jean Jaurès
91560 CROSNE*

ASSOCIATION PROFESSION SPORT LOISIRS FRANCILIEN

32 rue Delizy

93500 PANTIN

=====

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

**SUR LES COMPTES ANNUELS
DE L'EXERCICE CLOS**

LE 31 DECEMBRE 2024

=====

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS**(Exercice clos le 31 décembre 2024)**

Mesdames,
Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association PROFESSION SPORT LOISIRS FRANCILIEN relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration de l'association.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-avant, nous attirons votre attention sur les changements intervenus dans la méthode de calcul de la provision pour indemnités de départ à la retraite. Ces changements, ainsi que leur impact sur les comptes, sont expliqués à la page 14 de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Comité Directeur et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme

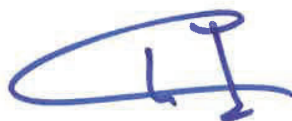
significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Crosne, le 01 juillet 2025
Le Commissaire aux Comptes



Denis CHAILLOU

COMPTES ANNUELS



PROFESSION SPORT ET LOISIRS FRANCILIEN
32 rue Délizy, Hall 2
93500 PANTIN

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Bilan comptable

BILAN COMPTABLE

Actif				
Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires	441	441		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage indus.				
Autres immobilisations corporelles	16 983	15 980	1 003	1 819
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				100
Autres titres immobilisés	106		106	
Prêts	1 000		1 000	1 200
Autres immobilisations financières	171	171		
Total I	18 701	16 592	2 109	3 119
Stocks et en-cours				
Stock et en-cours				
Créances				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances clts., adhér., usagers et cpt. Rattachés	528 705	1 878	526 828	582 133
Autres créances	77 795		77 795	64 317
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	646 684		646 684	683 409
Charges constatées d'avance	2 376		2 376	3 634
Total II	1 255 560	1 878	1 253 683	1 333 493
Frais d'émission des emprunts III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	1 274 261	18 469	1 255 792	1 336 611
Rubriques	Montant brut		Montant net N	
Engagements reçus				
Legs nets à réaliser :				
Acceptés par les organismes stat. compétents ;				
Autorisés par l'organisme de tutelle ;				
Dons en nature restant à vendre.				

Passif

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise statutaires		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	918 128	924 036
Autre		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	13 353	109
Situation nette (sous total)	931 480	924 145
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	931 480	924 145
Fonds dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés		
Total II		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	25 143	14 764
Total III	25 143	14 764
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 242	34 747
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	140 930	135 308
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	103 277	170 824
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	36 720	56 824
Total IV	299 169	397 703
Ecart de conversion (passif) (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	1 255 792	1 336 611

Compte de résultat

COMPTE DE RÉSULTAT

Produits

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations	22 950	23 400
Ventes de biens et services		
Vente de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	692 646	761 950
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	135 960	146 107
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	28 974	12 232
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits		513
Total (I)	880 530	944 202
Participations		
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	14 159	5 738
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		15
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	14 159	5 753
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	55	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total (III)	55	
Total des produits (I+II+III)	894 744	949 955
Solde débiteur = Déficit		
Total général	894 744	949 955

Charges

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Achats de marchandises	447	470
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	117 544	127 475
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	32 098	43 693
Salaires et traitements	519 373	570 029
Charges sociales	193 873	201 691
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	816	628
Dotations aux provisions	6 240	
Report en fonds dédiés		
Autres charges	10 755	5 859
Total (I)	881 145	949 844
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	(3)	2
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	(3)	2
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	250	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total (III)	250	
Participation des salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)		
Total des charges (I+II+III)	881 392	949 846
Solde créditeur = Excédent	(13 353)	(109)
Total général	868 039	949 738

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	44 350	44 350
Bénévolat		20 967
MONTANT TOTAL DES RESSOURCES	44 350	65 317
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	44 350	44 350
Prestations en nature		
Personnel bénévole		20 967
MONTANT TOTAL DES EMPLOIS	44 350	65 317

ANNEXE

ANNEXE AU BILAN

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **1 255 792 euros**
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **894 744 euros**
 - un total charges de **881 392 euros**
 - et dégage un résultat de **13 353 euros**.

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2024**
- finit le **31/12/2024**
- et a une durée de **12 mois**.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 05 juin 2025.

PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION

Profession Sport et Loisirs Francilien (PSL Francilien) est une association engagée pour **l'emploi et la qualification**.

Les services PSL se regroupent autour de 5 mots clés : **la simplification, le conseil, le partage, la formation et le recrutement**.

Notre action est tournée **au service d'une expérience positive de l'emploi**.

Profession Sport et Loisirs accompagne les structures employeuses en prenant en charge **la gestion sociale des emplois** (déclaration sociale, bulletin de salaire, etc.).

Profession Sport et Loisirs apporte **des conseils en ressources humaines** aux dirigeants associatifs (droit du travail, conventionnel, réglementation sur l'encadrement des activités, vie associative) pour leur permettre de développer leurs activités sereinement.

Profession Sport et Loisirs propose **une aide au sourcing et recrutement**, à travers une plateforme digitale *lesportrecrute.fr*, LA plateforme n° 1 de recrutement dans les métiers du sport, des loisirs et de l'animation, qui recense et centralise des offres d'emploi permettant de mettre en relation employeurs et candidats.

Sur le territoire francilien, prioritairement en QPV, l'association permet :

- Aux acteurs de l'ESS **de développer, de générer des emplois et des services de qualité**.
- Aux professionnels **d'exercer leurs métiers dans un cadre sécurisé** en leur permettant de bénéficier d'un réel statut social et de toute la protection s'y rapportant.
- Aux collectivités de s'appuyer sur nos dispositifs pour **développer des actions auprès des associations et des quartiers génératrices d'emplois et de services d'intérêt général**.

Les enjeux de la stratégie Ambitions 2024 :

1) PSL, l'employeur de l'ESS

- S'inscrire dans les projets du territoire
- Innover pour l'emploi et le développement associatif

2) Salariés et adhérents, ambassadeurs de PSL

- Développer leurs activités
- Impliquer nos adhérents et salariés

Pour atteindre ces enjeux d'ici 2024, les axes stratégiques suivants ont été retenus :

- **PSL, un dispositif à impact**
 - **PSL, un service RH complet**
 - **PSL, acteur de l'insertion par le sport**
-

PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

1. Principes généraux

L'exercice clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

Le bilan de l'exercice présente un total de 1 255 792€.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total de produits de 894 744 € et un total de charges de 881 392 €, dégageant ainsi un résultat de 13 353 €.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence et de sincérité des comptes.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement n°2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement ANC n°2015-06 et par le règlement ANC n°2016-07, ainsi que du règlement n°2018-06 de l'ANC homologué par arrêté ministériel du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, selon les principes suivants :

- Continuité de l'exploitation.
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations et amortissements

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation du bien :

Règles d'amortissement	Durées	Types d'amortissement
Matériels de bureau	2 à 3 ans	Linéaire
Matériels informatiques	2 à 3 ans	Linéaire

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation effectué dès qu'existe un indice de perte de valeur.

b) Créances et dettes

Les créances et les dettes sont comptabilisées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

c) Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

d) Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant comptabilisé relatif aux honoraires du commissaire aux comptes concerne uniquement la mission de certification des comptes. Il s'établit à 3 600 euros toutes taxes comprises.

e) Engagement de retraite

La convention collective prévoit des indemnités de fin de carrière (IFC). A ce titre, une valorisation a été calculée avant fusion sur l'association PSL 77. Une revalorisation a été faite sur l'exercice 2024.

A la clôture de l'exercice, le montant de la "dette actuarielle" en matière d'indemnités de fin de carrière s'élève à 25 143 euros. Elle est inscrite au bilan sous forme de provision, avec les caractéristiques suivantes :

- Montant total de la provision comptabilisée à la date de clôture : 25 143 euros.
- Mouvement de la provision au cours de l'exercice : 4 362 euros.

Elle ne fait pas l'objet d'une externalisation auprès d'un organisme d'assurance.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- Continuité de l'exploitation.
- Année de calcul : 2024.
- Taux d'actualisation : 3.5%.
- Méthode de calcul : ANC 2021.
- Convention collective : Sport.
- Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié.
- Table de mortalité : INSEE 2020-2022 - données prov.

En ce qui concerne les paramètres des catégories, ont été retenus :

- Age de départ prévu (sauf dérogation individuelle) :
 - o 64 ans pour la catégorie du personnel cadre.
 - o 64 ans pour la catégorie du personnel non cadre.
- Progression de salaires :
 - o 3,5% constant jusqu'à 45 ans, 1% au-delà pour la catégorie du personnel cadre.
 - o 2,25% constant pour la catégorie du personnel non cadre.
- Taux de rotation :
 - o Faible pour la catégorie du personnel cadre.
 - o Moyen pour la catégorie du personnel non cadre.
- Taux de charges sociales patronales :
 - o 50% pour la catégorie du personnel cadre.
 - o 45% pour la catégorie du personnel non cadre.

Jusqu'à l'exercice précédent, la dette actuarielle en matière d'indemnités de fin de carrière était déterminée selon la méthode dite "rétrospective prorata temporis". A compter de cet exercice, il a été décidé de calculer cette dette actuarielle selon la nouvelle méthode proposée par l'ANC en novembre 2021 suite à la mise à jour de sa recommandation n° 2013-02 du 7 novembre 2013.

Ce changement résultant d'un choix de méthodes est assimilé à un changement de réglementation comptable qui se traduit par un changement de méthode comptable.

Si la dette actuarielle avait été déterminée à la clôture précédente selon la nouvelle méthode de l'ANC, son montant aurait été de 20 781,00 euros, contre un montant de 16 419 euros selon la méthode rétrospective prorata temporis, soit un écart de 6 017,00 euros entre les 2 méthodes.

L'impact du changement de méthode a été traité de la manière suivante :

- o A l'ouverture de l'exercice concerné : L'écart de la dette actuarielle entre la méthode rétrospective prorata temporis et la nouvelle méthode ANC choisie a été enregistré en capitaux propres
- o A la clôture : la variation la dette actuarielle déterminée selon la nouvelle méthode a été comptabilisée au compte de résultat.

f) Comptabilisation des cotisations

Les cotisations en produits sont comptabilisées à la date de l'appel de cotisation, soit au 31 mars pour les adhérents déjà membres de l'association à cette date, soit à la date d'adhésion du nouvel adhérent si elle a lieu en cours d'année.

L'adhésion en cours d'année ne donne pas droit à une diminution du montant de la cotisation.

g) Détail des concours publics et subventions comptabilisés au titre de l'exercice

Il s'agit uniquement de subventions d'exploitation :

	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	VARIATION
ANS	48 997,00	51 000,00	- 2 003,00
CONSEIL DEPARTEMENTAL 93	20 000,00	20 000,00	00,00
DRAJES IDF - DISPOSITIF 2HSC	700,00	00,00	700,00
DRIEETS IDF - BOP 103	50 000,00	50 000,00	00,00
DRAJES IDF - BOP 163 AJDSR	5 156,00	10 000,00	- 4 844,00
DRAJES IDF - BOP 163 FDVA	4 000,00	8 000,00	- 4 000,00
DRAJES IDF - POSTE FONJEP	7 107,00	7 107,00	00,00
TOTAUX	135 960,00	146 107,00	- 10 147,00

h) Contributions volontaires en nature

La valorisation des contributions volontaires en nature concerne uniquement l'occupation temporaire des locaux de notre centre de gestion situé à Paris 18. Dans le cadre de cette occupation temporaire, aucun loyer ne nous est appliqué par l'association de gestion de l'espace.

Seules les charges locatives liées à leur utilisation ont donc été comptabilisées en charges.

Il est rappelé que la valorisation des contributions volontaires en nature n'interfère en rien sur le résultat de l'exercice mais permet de rendre compte de l'activité réelle de l'association et de constater l'avantage accordé à l'association.

La base de calcul est la suivante :

Valorisation de 75m² de bureaux à hauteur de 450 € HT-HC/m²/an dans Paris 18 (moyenne donnée par deux sites spécialisés : <https://www.bureauxlocaux.com/prix-marche/bureaux/paris-18> et <https://www.leaseo.fr/infos-marche/75018/>) :

Soit 33 750 €

+ 6 750 € de TVA (notre association ne récupère pas la TVA)

+ 850 € de taxes (moyenne des taxes des locaux professionnels également situés à Paris 18)

Soit un montant 41 350 € enregistré dans le tableau intitulé « évaluation des contributions volontaires en nature » en pied de compte de résultat.

En l'absence d'outil d'évaluation des contributions volontaires en nature fiable, le temps des bénévoles de l'association n'est pas valorisé comptablement. À titre d'information, il est fait mention des contributions significatives et quantifiables mais non valorisables :

- les membres du Conseil d'administration se sont réunis 3 fois en 2024.
- le président gère et suit les affaires courantes lors d'une réunion bimensuelle avec la direction de l'association.
- le secrétaire général organise des rencontres, met en relation les salariés permanents de l'association avec des partenaires institutionnels et organise des temps conviviaux avec les salariés permanents de l'association 1 à 2 fois par an.
- le trésorier suit et contrôle la comptabilité de l'association.

i) Information sur les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés

Il est précisé qu'aucun cadre dirigeant de l'association tel que défini à l'article L.3111-2 du code du travail ne perçoit de rémunération ou d'avantage en nature.

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Immobilisations

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	441			441
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel				
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique et mobilier	16 983			16 983
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	16 983			16 983
Participations	100		100	
Autres titres immobilisés		106		106
Prêts et autres immobilisations financières	1 371	1 000	1 200	1 171
Total des immobilisations financières	1 471	1 106	1 300	1 277
TOTAL	18 895	1 106	1 300	18 701

Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	441			441
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat de bureau et informatique, mobilier	15 164	816		15 980
Emballages récupérables et divers				
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	15 164	816		15 980
TOTAL	15 605	816		16 421

Les titres immobilisés de l'activité de portefeuille, comptabilisés jusqu'à l'exercice 2023 en titres de participation, ont fait l'objet d'un reclassement afin de correspondre à la nature des classements et au plan général comptable.

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées				
Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions/reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges				
Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions/reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	14 764	10 379		25 143
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL	14 764	10 379		25 143

Provisions pour dépréciation				
Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions /reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières	171			171
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	1 664	1 878	1 664	1 878
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	1 834	1 878	1 664	2 048
TOTAL GÉNÉRAL	16 598	27 021	1 664	41 955

ETAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DETTES

Etat des créances

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	1 000	1 000	
Autres immobilisations financières	171	171	
Total de l'actif immobilisé	1 171	1 171	
Clients douteux ou litigieux	1 878	1 878	
Autres créances clients	526 828	526 828	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	791	791	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 568	1 568	
Etat – Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés	16 936	16 936	
Etat – Divers	47 500	47 500	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	11 000	11 000	
Total de l'actif circulant	606 500	606 500	
Charges constatées d'avance	2 376	2 376	
TOTAL	610 047	610 047	

Etat des dettes

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	18 242	18 242		
Personnel et comptes rattachés	69 055	69 055		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	68 167	68 167		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	3 708	3 708		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	103 277	103 277		
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	36 720	36 720		
TOTAL	299 169	299 169		

CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Rubriques	Charges	Produits
COTISATION 2025 ASSURANCE MACIF MUTIRISQUES (3/12 ^e)	495	
ABONNEMENT 2025 DROPBOX (3/12 ^e)	173	
COTISATION 2025 CENTRE DE SANTE AU TRAVAIL AMET	1 344	
ABONNEMENT 2025 ASSO MODE EMPLOI (5/12 ^e)	50	
ABONNEMENT 2025 RF PAYE (11/12 ^e)	295	
ABONNEMENT 2025 LOGICIEL MONTAGE VIDEOS CAPCUT (3/12 ^e)	19	
AIDE EXCEPTIONNELLE APPRENTISSAGE		7 500
SUBVENTION 2025 SARH (5/12 ^e)		20 833
SUBVENTION EMPLOI ANS		8 387
TOTAL	2 376	36 720

CHARGES À PAYER

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 283
Dettes fiscales et sociales	98 935
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	104 218

PRODUITS ET AVOIRS À RECEVOIR

Rubriques	Montant TTC
Immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	329 606
- Autres créances	758
dont avoirs à recevoir	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	330 364

VARIATION DES FONDS PROPRES ASSOCIATIFS

Rubriques	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	924 036	109		6 017	918 128
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	109	(109)	13 153		13 353
Situation nette	924 145		13 153		931 480
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	924 145		13 153	6 017	931 480